

Le Peuple La Sentinelle

QUOTIDIEN SOCIALISTE — RED., ADM. et PUBL., La Chaux-de-Fonds: Parc 103, tél. réd. (039) 31088, tél. adm. et publ. (039) 31087, CCP 23 513. Lausanne: Saint-Pierre 1, tél. (021) 22 69 10, CCP 10 8300. Genève: Argand 4, tél. (022) 32 42 40, CCP 12 2715. ABONNEMENTS 1 mois Fr. 4.— 5 mois Fr. 11.—, 6 mois Fr. 22.—, 1 an Fr. 44.—. LE NUMÉRO 30 ct. Directeur René Meylan. Rédacteur en chef responsable Willy Brandt. Rédacteurs Eugène Maléus (La Chaux-de-Fonds), Octave Heger (Lausanne), Louis Piquet (Genève).



L'OPINION DE MAX WEBER

Avant la fin du Kennedy Round

Il y a vingt ans que l'on créa l'« Accord général pour le commerce et les droits de douanes » (GATT), afin de négocier l'abaissement des droits de douane et l'extension du commerce international. Lors de sa création à Genève, 23 pays étaient représentés; maintenant, il y a 70 membres. La Suisse n'est membre du GATT que depuis 1960.

Jusqu'à maintenant, les négociations avaient lieu bilatéralement, en ce sens que deux pays essayaient par des concessions réciproques d'obtenir un abaissement des droits pour des positions douanières importantes. Il y eut quatre grandes négociations qui durèrent plusieurs mois. La Suisse a participé à la dernière et a conclu des accords avec les E.-U. et la CEE sur l'abaissement des droits pour certains produits. Les membres du GATT suivent le principe de la nation la plus favorisée, de sorte que chaque abaissement consenti est automatiquement applicable à tous les membres. Cependant, les résultats dans leur ensemble furent assez modestes. C'est ainsi que l'on songea à se mettre d'accord sur un abaissement général des droits de douane, lequel devait si possible se faire linéairement. Ce plan correspondait à une proposition de Kennedy.

La loi américaine sur l'abaissement des droits

Le 11 octobre 1962, le « Trade Expansion Act » (loi sur l'extension du commerce) entra en vigueur après avoir été approuvé par le Parlement des E.-U. Cette loi donnait au président les pleins pouvoirs afin d'abaisser les droits américains de 50%, à la condition que les plus importants partenaires commerciaux en fassent autant. Pour certains droits, elle prévoyait même leur suppression totale. Mais cette possibilité est tombée, car la Grande-Bretagne ne fait pas partie du Marché commun.

Grâce à ce plan, Kennedy désirait donner le coup d'envoi à « une nouvelle ère dynamique de la croissance », pour reprendre ses termes, et qualifiait son projet de loi internationale la plus importante depuis le Plan

Marshall. La création de la CEE a fait naître aux Etats-Unis la crainte que l'Europe allait se fermer sur elle-même et qu'un important marché d'écoulement se fermerait pour les E.-U., ce qu'il fallait empêcher par un abaissement des droits de douane. De cette façon, on espérait aussi diminuer le déficit de la balance des paiements.

Dans les pays européens industrialisés, et particulièrement en Suisse, le Plan Kennedy a éveillé l'espoir de voir réduire partiellement les droits protectionnistes parfois très élevés des E.-U. Mais le protectionnisme américain n'est par mort et la loi sur l'extension du commerce comporte toute une série d'exceptions. Ainsi les droits qui furent relevés en vertu de la « clause d'exception » étaient exclus de la négociation. Cette clause fut particulièrement appliquée aux montres. Le président Johnson a cependant levé entre-temps les droits d'exception sur les montres, mais il était trop tard pour placer cette position dans le Kennedy-Round.

Des négociations ardues

Sur la base de l'offre américaine, on engagea il y a quatre ans de nouvelles négociations qui eurent lieu à Genève et qu'on désigne ordinairement par le nom de Kennedy-Round. La discussion se révéla extrêmement pénible et lente. La CEE et particulièrement la France en furent les freins. La crise au sein du Marché commun, lorsque le siège de la France au sein du Conseil des ministres resta vide plus d'une demi-année, a aussi singulièrement ralenti les préparatifs.

Ensuite, il fallut établir les listes d'exception, c'est-à-dire le catalogue des positions douanières exclues de la négociation. Alors que la CEE désire exclure 25% de ses positions, la Suisse et les pays scandinaves ont renoncé aux exceptions, mais se sont réservés le droit de revenir sur leur décision si les partenaires faisaient des concessions insuffisantes. Les préparatifs ont duré trois ans et souvent on eut l'impression que tout allait échouer. Les véritables négociations auraient dû commencer au début de cette année; ce fut au début de fé-

vrier. Il se produisit un âpre marchandage. Les uns menaçaient de retirer leurs offres, les autres d'allonger la liste des exceptions si l'on ne leur faisait pas de nouvelles concessions. Lors de la dernière phase, les Scandinaves, qui ne sont pas satisfaits des propositions de la CEE, en ont fait d'autres qui furent refusées par la CEE. La Suisse se vit contrainte de revoir sa proposition d'opérer une réduction de 50% sur tous les droits sans exception.

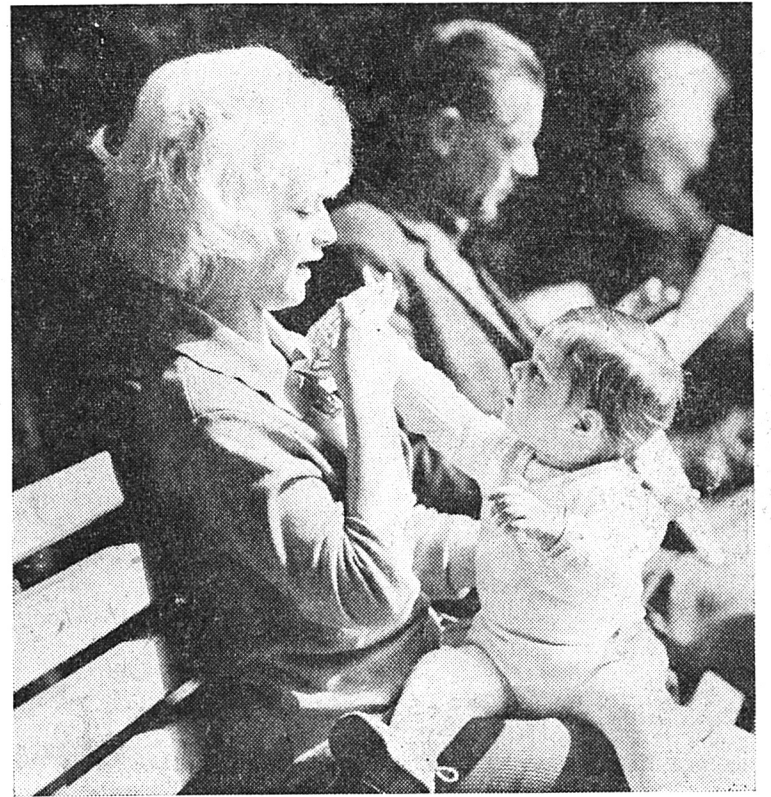
La réduction douanière se fera-t-elle à temps ?

Les pouvoirs que le Congrès américain accorda au président sont limités à cinq ans; ils viennent à échéance le 30 juin prochain. Comme on compte environ deux mois pour polir les décisions, on avait fixé le dernier délai au 30 avril. Mais ce délai n'a pas pu être tenu, de sorte qu'il faudra encore attendre la première quinzaine de mai. Il n'est pas encore certain qu'on arrivera à un accord. Dans tous les camps, on est assez optimiste, car aucun pays ne peut prendre la responsabilité de saboter la plus belle possibilité qui se soit jamais offerte de réduire les droits de douane. Mais chacun s'efforce de tirer de la négociation le plus d'avantages possible pour soi.

Depuis longtemps, on s'est rendu compte qu'un succès complet du Kennedy-Round, c'est-à-dire un abaissement linéaire de 50% des droits, n'est plus possible. On a fait tant de réserves et d'exceptions que le but visé ne peut être atteint. On devra être content si, en moyenne, on en obtient la moitié. Bon nombre de droits, et justement ceux qui ont une importance particulière pour la Suisse, resteront inchangés. Cependant, ce serait un résultat remarquable pour l'industrie suisse si le mur douanier de la CEE, qui se monte à 12%, était ramené à 9%. La capacité de concurrence au sein du Marché commun en serait grandement améliorée. En outre, il est clair que les exportations vers les autres pays européens et vers l'Amérique seraient renforcées, car ces pays feraient aussi des réductions douanières correspondantes.

(« Tagwacht ») MAX WEBER.
(Traduction: J.-P. Métral.)

Fête des mères



Demain, c'est la Journée des mères.
Ne l'oubliez pas !

NOUVELLES SUISSES

Premier supplément du budget de 1967

Le Conseil fédéral soumet aux Chambres un message concernant le premier supplément du budget de 1967 et l'ouverture de crédits d'ouvrages pour des terrains et des bâtiments. Il demande pour les départements 5,3 millions de francs de crédits reportés de 1966 et 33,4 millions de crédits supplémentaires. L'entreprise des PTT a besoin sur sa part de 1,8 millions de crédits supplémentaires. Des crédits d'ouvrages et des crédits additionnels s'élevant à 5,8 millions pour les départements et 2,2 millions pour l'entreprise des PTT sont en outre requis pour des achats de terrains et des constructions de caractère urgent ainsi qu'en vue de couvrir des frais supplémentaires. Les crédits reportés ont trait à des

crédits déjà votés l'an passé par les Chambres pour des ouvrages, des travaux ou des mesures qui n'ont pas pu être exécutés ou ne l'ont été que partiellement. En revanche, les crédits supplémentaires concernent des dépenses nouvelles ou des dépenses plus élevées que prévues. En fait, les dépenses afférentes aux crédits supplémentaires ne grèveront pas dans leur totalité le compte général, du fait qu'une partie d'entre elles pourront, par le compte des variations de la fortune, être capitalisées ou couvertes par des prélèvements sur les provisions. Au total, les crédits reportés et les crédits supplémentaires demandés par les départements et l'entreprise des PTT sont inférieurs à ceux du premier supplément de 1966.

Nouveaux crédits militaires

A la session de juin, le Conseil des Etats devra se prononcer sur deux projets militaires du Conseil fédéral. Le premier concerne la remise à la troupe de pèlerines et d'imperméables de sortie, le second une série imposante de constructions et d'achats de terrain pour un montant total de 295 millions de francs, crédit qui serait réparti sur une période de dix ans environ.

La Commission militaire du Conseil des Etats vient d'approuver ces deux projets. Les dépenses les plus importantes concernent la place d'arme d'infanterie de Drogens (FR) et des achats de terrain au Petit-Hongrin (VD). Seul un crédit de 3 millions de francs pour un achat de terrain dans le canton de Fribourg n'a pas été accepté. La commission à l'intention de se rendre sur place et de prendre une décision plus tard.

Les agriculteurs et la grève du beurre

Le Centre romand d'informations agricoles (CRIA) publie une réponse à l'appel de la Fédération romande des consommatrices en faveur d'une grève du beurre.

Selon la fédération, cette manifestation vise « non à nuire aux paysans, mais à obtenir que les milieux officiels veuillent bien considérer que les consommateurs existent aussi et que la politique qui consiste à hausser constamment les prix doit avoir une fin ».

A cet argument, le CRIA répond que les consommatrices ont peut-être été insuffisamment renseignées sur les répercussions, pour les agriculteurs, de leur demande de non-achat de beurre. Les producteurs sont, en effet, touchés, puisque, dans le

« compte laitier », ils doivent participer pour 60% à la couverture de la perte enregistrée dans le compte « beurre », 40% étant la charge de la Confédération.

On s'aperçoit donc, conclut la CRIA, « que les producteurs sont touchés par cette demande de non-achat de beurre. Les agriculteurs ne contestent pas le droit aux consommatrices de défendre leurs intérêts, mais ils regrettent qu'elles n'aient pas pris soin d'aller au fond du problème. »

(Réd.: Il nous semble que la réponse du CRIA est vraiment un peu trop facile. Les agriculteurs ne pensent-ils pas que plutôt de parler ainsi dans le vide, il serait préférable de chercher avec les consommateurs les solutions possibles.)

Comité pour l'aménagement du territoire

A Berne a été constitué un Comité suisse d'action pour l'aménagement du territoire et un droit foncier moderne. Il conduira la campagne qui précédera la votation du 2 juillet sur l'initiative pour une réforme du droit foncier. Le comité est présidé par H.

Leuenberger, conseiller national, président de l'Union syndicale. F. Grütter, conseiller national, président du Parti socialiste suisse; A. Chavanne, conseiller d'Etat, Genève, et F. Ghisletta, conseiller d'Etat, Bellinzona, assument la vice-présidence.

EN QUELQUES LIGNES

● VIENNE. — La Cour suprême autrichienne a annulé le verdict d'acquiescement prononcé en 1965 par une Cour d'assises à l'encontre de l'ancien SS flamand Verbeelen.

● MOSCOU. — Un nouveau satellite artificiel de la terre, « Cosmos 157 » a été lancé, vendredi, en URSS.

● CANNES. — Le film britannique « Blow up » du cinéaste italien Antonioni a été désigné comme grand prix international par le jury du Festival de Cannes.

● BRUXELLES. — Les trois pays du Benelux (Belgique, Pays-Bas et Grand Duché de Luxembourg) se sont mis d'accord sur la position qu'ils adopteront au sommet européen de Rome à fin mai, à propos de la présidence du futur exécutif unique. Le Benelux soutiendra un candidat italien éventuel pour autant que ce soit une personnalité marquante.

● BONN. — Le Gouvernement fédéral allemand envisage de réunir une documentation sur l'ancien chancelier Adenauer. Cette documentation réunirait les principaux discours et autres écrits du disparu alors qu'il était chancelier, et éventuellement les lettres qu'il écrivait plus tard à diverses personnalités politiques.

● VARSOVIE. — M. Jacek Kuron, jeune assistant de l'Université de Varsovie, exclu du parti le 27 novembre 1964 et condamné le 16 juillet 1965 à trois ans de prison, vient d'être libéré par anticipation. M. Kuron et son ami Modzelewski, condamné lui à trois ans et demi de prison, s'étaient vu reprocher la rédaction d'un texte dans lequel ils critiquaient sévèrement le système économique, la « nouvelle classe des privilégiés » et le manque de liberté tant au sein du parti que dans l'ensemble de la société.

● BONN. — L'ancien chancelier Adenauer a laissé à ses sept enfants une fortune évaluée à plus de 22 millions de francs, affirme le journal « Bild Zeitung ». L'héritage est constitué par des propriétés, des maisons, des tableaux de maîtres, du mobilier, des actions et de l'argent liquide. (Réd.: Comment M. Adenauer a-t-il gagné tout cela ?)

● LONDRES. — Les résultats des dernières élections communales en Angleterre et dans le Pays de Galles révèlent un véritable raz-de-marée de la droite. D'après les résultats de 327 des 341 communes où l'on a voté jeudi, les conservateurs s'assurent le contrôle dans trente villes, tandis que les travaillistes le perdent dans 15 villes. Les gains des conservateurs s'élèvent à 522 sièges (pertes : 7), ceux des travaillistes à 20 (pertes : 589) et ceux des libéraux à 57 (pertes : 34).

● BONN. — Le Parti libéral-démocrate a déposé vendredi au Parlement fédéral allemand une proposition, annoncée depuis longtemps, tendant à réduire la durée du service militaire de 18 à 12 mois.

LOTERIE ROMANDE

2x10000
30000

3 juin

2001 Neuchâtel, faubourg du Lac 2 CCP 20-2002 1211 Genève, passage Terraillet 20 CCP 12-222

AVIS DE TIR

Des tirs avec munitions de combat auront lieu comme il suit dans la région Les Pradières—Mont-Racine (carte au 1:50 000 Vallon de Saint-Imier, feuille 232) avec armes d'infanterie et lance-mines:

Mardi 16.5.67 de 0800 à 1800
Mercredi 17.5.67 de 0800 à 1800
Judi 18.5.67 de 0800 à 2200
Vendredi 19.5.67 de 0800 à 2200

Zones dangereuses: limitées par les régions Les Petites-Pradières - Pt. 1430 - Crêtes jusqu'au Mont-Racine - La Motte - Lisières forêts est Mont-Racine jusqu'aux Petits-Pradières. Limite verticale des projectiles: 3000 m. s/m.

Mise en garde. 1. Vu le danger de mort, il est interdit de pénétrer dans la zone dangereuse. Le bétail qui s'y trouve en sera éloigné à temps. Les instructions des sentinelles doivent être strictement observées. 2. Pendant les tirs, des drapeaux ou des ballons rouges et blancs seront placés en des endroits bien visibles dans la zone dangereuse et près des positions des pièces. La nuit, ils sont remplacés par trois lanternes ou lampions rouges disposés en triangle. 3. **Projectiles non éclatés.** — En raison du danger qu'ils présentent, il est interdit de toucher ou de ramasser les projectiles non éclatés ou parties de projectiles (fusées, ogives, culots, etc.) pouvant contenir encore des matières explosives. Ces projectiles ou parties de projectiles peuvent exploser encore après plusieurs années. — La poursuite pénale selon l'article 225 ou d'autres dispositions du Code pénal suisse demeure réservée. — Quiconque trouve un projectile ou une partie de projectile pouvant contenir des matières explosives est tenu d'en marquer l'emplacement et d'aviser immédiatement la troupe la plus proche ou le poste de destruction de ratés. 4. Les demandes d'indemnité pour les dommages causés doivent être faites au plus tard dix jours après les tirs. Elles seront adressées au commissaire de campagne par l'intermédiaire du secrétariat communal qui procure les formules nécessaires. 5. Toute responsabilité est déclinée en cas de dommages dus à l'inobservation des instructions données par les sentinelles ou celles figurant sur les publications de tir.

Poste de destruction de ratés: Cp. gardes-fortifications 2, Neuchâtel, tél. (038) 5 49 15.

Office de coordination de la place de tir des Pradières, Cp. gardes-fortifications 2, 2006 Neuchâtel.

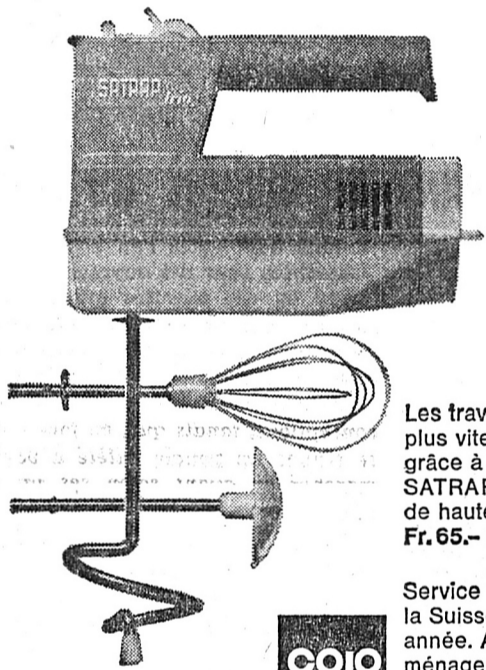
Le commandant de troupe: tél. (038) 5 49 15.

Neuchâtel, le 14.4.67.

...et maintenant une...



Avec et sans filtre: Fr.1.-



SATRAP

Les travaux culinaires se font plus vite, mieux et sans peine, grâce à l'aide précieuse de SATRAP-trio, un appareil suisse de haute qualité. Fr.65.- avec timbres Coop

Service après-vente dans toute la Suisse. Garantie SATRAP d'une année. Appareils électroménagers SATRAP en vente uniquement dans les magasins Coop.



Prêts rapides

- Pas de caution jusqu'à Fr. 10 000.—
- Pas de demande de renseignements à l'employeur ni au propriétaire.
- Conditions sérieuses.



Veillez nous envoyer ce coupon aujourd'hui encore. Vous trouverez un ami en la banque spécialisée depuis 50 ans.

Banque Procrédit
Fribourg, Tél. 037 / 26431

Nom
Prénom
Rue
Localité

CRÉDIT

RAPIDE
DISCRET
COULANT
Meubles Graber
AU BUCHERON

INVALIDES et HANDICAPÉS

pouvant voyager et visiter clientèle particulière et commerces, écrivez à une organisation spéciale créée pour vous. Offres sous chiffre P 67-22 V, à Publicitas, 1800 Vevey.

NIVAFLEX S. A.

Fabrique de lames et de fils en alliages spéciaux
cherche

pour ses départements laminage de précision, rectifiage et polissage

quelques manœuvres

Prestations sociales, places stables et bien rémunérées pour personnes de nationalité suisse ou étrangers au bénéfice d'un permis d'établissement.

Faire offre ou se présenter à
NIVAFLEX S. A., rue de la Serre 7, 2610 Saint-Imier, tél. (039) 4 24 94.

ŒUVRE DE LA MAISON DES JEUNES

En prévision de la prochaine réouverture de la Maison pour jeunes filles, à La Chaux-de-Fonds, nous cherchons

UNE CUISINIÈRE

Nous offrons:
— des conditions de travail agréables dans une institution entièrement rénovée;
— des congés réguliers;
— une ambiance sympathique.

Les offres manuscrites, avec prétentions de salaire, doivent être adressées au président de la Commission de surveillance de l'Œuvre de la Maison des jeunes, M. Rémy Schlappi, conseiller d'Etat, Château de Neuchâtel.

VILLE DE LA CHAUX-DE-FONDS

SERVICE DES ORDURES MÉNAGÈRES

LUNDI DE PENTECOTE

pas de service. Les quartiers du lundi seront desservis le mardi 16 mai. **Attention! Les quartiers du mardi seront desservis le mercredi 17 mai.**

DIRECTION DES TRAVAUX PUBLICS

Abonnez-vous à notre journal

MUNICIPALITÉ DE DELÉMONT

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

Enlèvement des ordures ménagères

L'enlèvement des ordures ménagères aura lieu le

mardi 16 mai 1967

dans toute la ville, en lieu et place du lundi de Pentecôte. Les ménagères sont priées d'en prendre bonne note.

Delémont, le 13 mai 1967.

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS DE LA VILLE DE DELÉMONT

Restriction de circulation

Par suite de la construction d'un collecteur à travers la rue de l'Avenir, cette artère sera fermée à la circulation pour une durée d'environ 15 jours. Cette restriction est signalée conformément à la loi.

Les conducteurs de véhicules sont priés de se conformer au présent avis, à la signalisation ainsi qu'aux directives de la police.

Delémont, le 11 mai 1967.

SERVICE DES TRAVAUX PUBLICS DE LA VILLE DE DELÉMONT



maître opticien ne pas le perdre de vue

Hôpital 27 NEUCHÂTEL

FEU: 18



La CCAP

garantit l'avenir de vos enfants

Neuchâtel
Tél (038) 5 49 92

UNE BONNE PUBLICITÉ
Le Peuple La Sentinelle

La direction générale et le corps enseignant du Technicum neuchâtelois, division de La Chaux-de-Fonds, ont le regret de faire part du décès de

Monsieur

Robert JAQUET

ancien maître à l'Ecole de mécanique et père de M. R. Jaquet, président de la commission.

Ils garderont du défunt un souvenir ému et reconnaissant.

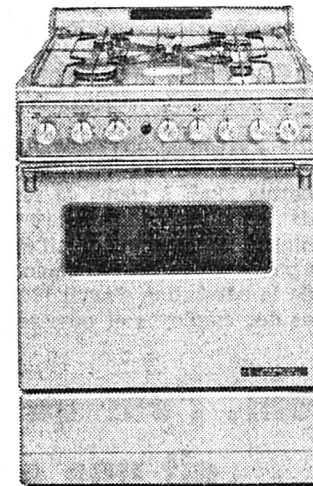
Notre campagne d'échange:



Une nouvelle cuisinière à gaz moderne
avec une remise de 50.- à 130.- francs
+ une prime de 50.- à tout nouvel abonné au gaz de cuisson

cuisson rapide-fine cuisine-bien-être moderne

Henri Cavé - Au Centre - Le Cordon Bleu SA - Diemant SA - Innovation SA
L. Pamblanc et Cie SA - Perret frères - La Placette - Sabag SA - Schmidt
Saint Laurent SA - Troesch et Cie SA - Magasin des Services Industriels



LE SERVICE DE L'ÉLECTRICITÉ DE GENÈVE

cherche

TECHNICIEN ÉLECTRICIEN

de nationalité suisse;
âgé de moins de 40 ans;
titulaire d'un diplôme de technicien électricien.

Il propose:

emploi stable avec caisse de retraite;
semaine de 5 jours;
assurances sociales étendues.

Les offres doivent être adressées au secrétariat général des Services industriels de Genève, pont de la Machine, 1204 Genève.

LE SERVICE DES EAUX DE GENÈVE

cherche

MÉCANICIEN ÉLECTRICIEN

de nationalité suisse;
âgé de moins de 40 ans;
titulaire du certificat fédéral de capacité ou d'un titre attestant une bonne formation professionnelle.

Il propose:

emploi stable avec caisse de retraite;
semaine de 5 jours;
assurances sociales étendues.

Les offres doivent être adressées au secrétariat général des Services industriels de Genève, pont de la Machine, 1204 Genève.

LES SERVICES INDUSTRIELS DE GENÈVE

pour leur service de la comptabilité
cherchent

EMPLOYÉS ET EMPLOYÉES DE BUREAU

de nationalité suisse;
âgé(e)s de moins de 40 ans;
titulaires du certificat fédéral de capacité ou d'un titre attestant une bonne formation professionnelle.

Ils proposent:

emploi stable avec caisse de retraite;
semaine de 5 jours;
assurances sociales étendues.

Les offres doivent être adressées au secrétariat général des Services industriels de Genève, pont de la Machine, 1204 Genève.

Réponse à une question de M. E. S. de «La Suisse»

M. E. Schneiter, qui rédige la page des « Informations économiques » de la « Suisse » me pose une question à la suite de mon commentaire sur l'étude relative au problème des travailleurs étrangers qu'il avait publiée dans l'organe patronal « L'Ordre professionnel ».

Tout d'abord je voudrais relever que la « confession d'un négrier » n'est guère authentique, puisque, M. E. S. étant (comme moi) un salarié, il ne saurait être un « négrier » mais tout au plus en exposer les conceptions.

Ensuite, pour répondre à la question précise qui m'est posée, il me plaît de dire que si effectivement je porte une grande amitié au professeur socialiste (ancien conseiller fédéral) Max Weber parce que j'ai une très haute estime pour son savoir et sa probité en toutes choses, je n'hésiterais pas à exprimer mon désaccord avec lui sur une conception qui me paraît contestable.

Or, dans le débat en cause ici, il n'y a pas de contradiction entre le point de vue dont fait mention M. E. S. exprimé par Max Weber et le mien.

Ma réponse est donc claire parce que Max Weber mérite simplement le qualificatif d'homme prévoyant lorsqu'il soutient qu'une réduction de 10 à 12% des travailleurs étrangers devrait assurer le maintien du plein emploi et éviter le chômage aux ouvriers suisses comme aux ouvriers étrangers stabilisés.

En cela, nous touchons le véritable problème social de notre pays en ce qui concerne la main-d'œuvre étrangère et la surpopulation.

Je me permets de rappeler que ce sont les exigences inconsidérées d'un patronat ne voyant que les profits immédiats qui ont créé une situation qui justifie encore maintenant les mesures fédérales antisurcharge.

Le dilemme est déjà posé : ou notre pays limite l'importation des travailleurs étrangers, ou il faut courir les risques d'un chômage qui a déjà atteint la France, l'Allemagne, l'Italie, pour ne parler que des pays qui nous entourent.

En ce qui concerne la réduction des travailleurs étrangers, il ne s'agit nullement de chasser les ouvriers et leurs familles auxquels il a été accordé un permis de séjour régulier. Il faut simplement ne pas remplacer ceux qui partent volontairement.

Or, aujourd'hui encore, malgré les dispositions prises pour refréner la surcharge, des employeurs font appel à des ouvriers étrangers nouveaux qui ne pourront pas obtenir leur stabilisation avant longtemps.

Ce contre quoi je m'élève avec énergie et ceci conformément aux directives générales de nos syndicats, c'est la conception émise par M. E. S., selon laquelle : « Le pays d'accueil renverrait dans leur pays natal les ouvriers étrangers, qui auraient travaillé pendant quelques années (le temps paraît-il d'amasser un petit magot ?) ». Ceux-ci seraient alors remplacés par un nouveau contingent de chômeurs qui viendraient « se refaire » pour quelques années en Suisse.

Cette stratégie sociale devrait selon M. E. S. constituer une sorte d'aide technique aux pays qui se développent (Italie, Espagne).

Cette conception patronale me paraît inadmissible et je répète ce que j'ai écrit, à savoir que « si l'on suivait M. E. S., nous retournerions gaillardement au temps des négriers ».

A mon tour, je pose alors les questions suivantes à M. E. Schneiter : En tant que père de famille, avez-vous pensé aux conséquences d'un tel déracinement des familles qui après avoir passé quelques années chez nous, devraient retourner dans leur pays d'origine ?

En tant que porte-parole des milieux industriels, n'avez-vous pas constaté qu'au cours des années de surchauffe économique, une baisse

considérable de la productivité et de la qualité, est cause d'un renchérissement général (j'en parle en connaissance de cause, particulièrement pour les métiers de la construction) ?

En tant que citoyen éclairé, n'avez-vous pas été alarmé par le mécontentement (qui à mon avis n'était pas tellement de la xénophobie) résultant d'une surpopulation créée artificiellement puisque notre pays a su maîtriser ses problèmes de démographie naturelle ?

Quant aux travaux que prétendent « les Suisses et les ouvriers étrangers ne veulent plus faire », ils trouveront les bras nécessaires lorsque ces métiers de vie seront convenablement honorés par des conditions de travail équivalentes à celles attribuées à des activités moins indispensables.

Nous rappelons que les revendications des syndicats ne sont pas seulement salariales, mais qu'elles portent de plus en plus sur la stabilité de l'emploi et surtout sur la sécurité sociale.

Lucien Tronchet.

GENÈVE ET ENVIRONS : Itinéraires. — Le Département de justice et police communique : Les nouvelles voies latérales de la route des Jeunes et de la route de l'Aire, destinées à la desserte des zones industrielles Praille—Acacias, seront prochainement ouvertes au trafic. Ces artères mettront alors à la disposition des usagers les itinéraires suivants :

a) Pont de Saint-Georges (Jonction) — Bachet-de-Pesay par les voies latérales ouest de la route de l'Aire et de la route des Jeunes.

b) Bachet-de-Pesay—Pont de Saint-Georges (Jonction) par les voies latérales est de la route des Jeunes et de la route de l'Aire.

c) Plainpalais—Bachet-de-Pesay (direction Ancey) par la route des Acacias — le carrefour route des Acacias—route des Jeunes—route du Grand-Lancy—route de l'Aire — la voie latérale ouest de la route des Jeunes.

d) Bachet-de-Pesay—Plainpalais (direction centre ville) par la voie latérale est de la route des Jeunes — le carrefour route des Acacias—route des Jeunes—route du Grand-Lancy—route de l'Aire — la route des Acacias.

Quant à la voie centrale formée de la route des Jeunes (viaduc) et de celle de l'Aire, elle sera ouverte à la circulation vraisemblablement d'ici à la fin de cette année. Dès ce moment, les voies latérales susmentionnées seront essentiellement destinées au trafic local des zones industrielles Praille—Acacias.

Enfin, les signaux lumineux installés au carrefour route des Acacias—route des Jeunes—route du Grand-Lancy—route de l'Aire seront également mis en service prochainement. Ils constituent la dernière étape du complexe routier de la chaîne des Acacias.

GENÈVE : Départ, mutations et arrivée dans l'administration. — Le Conseil d'Etat a accepté, pour le 31 août 1967, avec remerciements pour les bons et loyaux services rendus, la démission de M. Paul Gilliland, directeur de l'aménagement du canton, appelé à remplacer, comme nous l'avons annoncé, le conseiller national Reverdin à la direction du « Journal de Genève ». Pour le remplacer, il a fait appel à M. Yves Maystre, jusqu'alors ingénieur cantonal, qui occupera son nouveau poste dès le 1^{er} septembre 1967. Il a nommé, avec entrée en fonctions à la même date, M. Georges Corsat, au poste d'ingénieur cantonal. Pour remplacer ce dernier à la tête de la division entretien et exploitation à la direction du génie civil, le Conseil d'Etat a nommé, par arrêté de ce jour, M. Yves Bacchetta, ingénieur, actuellement chef du service des constructions diverses et collaborateur du Département des travaux publics depuis 23 ans.

